



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

7 DECEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-178-DC

Le sept décembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le trente novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 167 à 179), Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUAUT, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (sauf 176)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 151 à 166), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION, Michaël LOUVET suppléant Nathalie GOHLKE (de 157 à 179)

Absent (s) / Excusé(s) :

Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Guy BERTIN, Sandrine LION, Alain BOURDIN, Gilles TALLUAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoit LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Alain BOURDIN à Jean-Philippe RETIF, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD à Sylvie BEILLARD, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Eric POEHR à François BREE, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Bertrand CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Amelle PONCET

	DC 151 à 156	DC 157 à 166	DC 167 à 175	DC 176	DC 177	DC 178 à 179
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41
Présents	51	52	52	50	51	52
Absents - Excusés	30	29	29	31	30	29
Pouvoirs	13	13	13	12	12	13
Votants	64	65	65	62	63	65

RENOUVELLEMENT DE L'ENGAGEMENT DANS LA DEMARCHE « TERRITOIRE ENGAGE TRANSITION ECOLOGIQUE - LABEL CLIMAT AIR ENERGIE » ET DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ADEME

Depuis 2019, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Saumur sont engagées conjointement dans la démarche Cit'ergie. Cette dernière a été renommée « Territoire Engagée Transition Ecologique - label Climat Air Energie » et est portée par l'ADEME.

Pendant 4 ans, elles ont travaillé sur la structuration d'une politique climat-air-énergie et sur la mise en œuvre opérationnelle des actions afin d'atteindre le premier palier du label. Cette politique a été récompensée par la Commission Nationale du Label (CNL) qui s'est réunie le 5 avril 2023 pour évaluer le dossier des deux collectivités. Elles ont obtenu les 2 étoiles du label Climat-Air-Energie avec un score de 38,1 % (soit 186 points sur un total de 490).

Le label Climat-Air Energie a été octroyé aux deux collectivités pour une durée de 4 ans. Durant ce nouveau cycle, elles doivent poursuivre leurs efforts pour garder le label et progresser vers le niveau supérieur.

Le rapport de l'auditeur (annexe 1) et le courrier de la CNL (annexe 2) ont pointé plusieurs points de progression qui seront à prendre en considération dans le renouvellement de ce cycle.

Ces progressions peuvent se décliner en 10 actions clés à renforcer :

1. Former et mobiliser agents et élu.es (sobriété, adaptation au changement climatique, accompagnement aux changements de comportement...)
2. Systématiser la politique d'achats durables
3. Tendre vers un schéma directeur du patrimoine en intégrant des objectifs climat, air, énergie
4. Intégrer des exigences développement durable dans les projets d'aménagements
5. Intégrer la vulnérabilité au changement climatique dans les différentes politiques publiques
6. Soutenir la rénovation des logements en intégrant des objectifs climat, air, énergie
7. Poursuivre la dynamique d'économie circulaire
8. Engager une démarche de tourisme durable
9. Réaliser l'évaluation climat du budget
10. Suivre et évaluer nos actions (indicateurs et instances de suivi, tableau de bord, etc.)

Le renouvellement du cycle doit s'effectuer par l'accompagnement d'un conseiller Climat Air Energie (bureau d'études agréé par l'ADEME). Le coût est estimé à 33 000 € HT pour les 4 ans. L'ADEME propose un accompagnement financier à hauteur de 50 % (sur les dépenses HT, plafonnées à 50 000 €). Le reste à charge prévisionnel d'environ 16 500 € HT serait co-financé à 50 % par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et 50% par la Ville de Saumur.

Il convient donc de solliciter l'aide de l'ADEME pour cet accompagnement.

La démarche d'accompagnement par un conseiller sur un cycle de 4 ans se traduira à minima par :

- 3 visites annuelles (2024, 2025, 2026). Chaque visite se traduira par un comité technique composé des directions et des services concernés et un comité de pilotage composé des élus référents de la Ville et de l'Agglomération.
- Une mise à jour de l'état des lieux à n-1 de la date de dépôt du dossier de labellisation
- Un accompagnement à l'audit (2027)
- Un accompagnement sur le montage du dossier de labellisation (2027)

La démarche étant conjointe entre la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération, un agent et un élu référent « Climat Air Energie » sont désignés pour chaque collectivité, et la Communauté d'Agglomération est identifiée comme chef de projet.

La Communauté d'Agglomération assurera la coordination et le pilotage global de la démarche ainsi que le lien avec le conseiller label Climat Air Energie.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'engagement de la Communauté d'Agglomération dans le renouvellement du label Climat Air Energie conjointement avec la Ville de Saumur ;
- **DE PRENDRE ACTE** du rapport de l'auditeur et du courrier d'attribution de la Commission Nationale du Label ;

- **DE SOLLICITER** l'aide technique et financière de l'ADEME à hauteur de 50 % des coûts éligibles et la contractualisation avec un conseiller label Climat Air Energie pour l'accompagnement dans le cycle de 4 ans ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document relatif à la démarche.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 65 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »